



## 9. MESURES D'ATTÉNUATION

Pour atténuer les effets néfastes éventuels du projet, les mesures suivantes seront mises en œuvre :

### 9.1. Généralités

**9.1.1.** Le maître de l'ouvrage, l'Agence Parcs Canada (APC), est la principale autorité chargée de la protection de l'environnement dans le cadre des projets visant la voie navigable Trent-Severn (VNTS). Les problèmes de conformité aux lois fédérales et provinciales pertinentes (c.-à-d. le *Règlement sur les canaux historiques*, la *Loi sur les espèces en péril*, la *Loi sur les pêches*, la *Loi sur l'évaluation d'impact*, la *Loi sur les espèces en voie de disparition*, la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*, etc.), notamment aux lois relatives aux espèces en péril, aux espèces envahissantes, aux déversements et à la qualité de l'eau, doivent être directement signalés à l'APC.

**9.1.2.** L'entrepreneur doit informer le représentant de l'APC et l'agent des services environnementaux (SE) de l'APC ( VNTS à Peterborough) de toute modification des plans et/ou du calendrier du projet. Tout changement non évalué dans le cadre de la présente évaluation d'impact de base (EIB) devra être soumis à l'approbation de l'APC et pourra nécessiter des mesures d'atténuation supplémentaires.

**9.1.3.** L'entrepreneur est tenu de soumettre un plan de gestion de l'environnement (PGE) au représentant du ministère et au responsable de l'évaluation environnementale de l'APC. Ce PGE doit décrire toutes les mesures que l'entrepreneur mettra en œuvre sur le site du projet afin d'éliminer ou de réduire les effets du projet sur l'environnement et de mettre en œuvre les mesures d'atténuation décrites dans la présente EIB. Afin de permettre le démarrage rapide des activités du projet, le PGE peut être présenté en plusieurs parties, au fur et à mesure que les détails du projet sont connus. Le PGE ou ses composantes doivent être soumis par écrit avant la mise en œuvre des activités du projet et être acceptés par Parcs Canada.

**9.1.2.1.** Le PGE et les plans de ses composantes doivent être rédigés conformément au *Environmental Standards and Guidelines Document (ESG) - Ontario Waterways* produit par l'Agence Parcs Canada en juillet 2017, à la présente EIB et aux Best Management Plans applicables de l'APC.

**9.1.2.2.** L'APC ne délivrera pas de permis autorisant le début des travaux, en vertu du *Règlement sur les canaux historiques (RCH)*, avant d'avoir examiné et approuvé le PGE.

**9.1.2.3.** L'entrepreneur doit s'assurer que tout le personnel du chantier connaît et respecte le contenu du PGE accepté par l'APC et toute mesure décrite dans des modifications ultérieures apportées au PGE et acceptées par l'APC.

**9.1.2.4.** Un exemplaire du PGE doit être conservé sur le site pendant toute la durée du projet et tous les travaux, le cas échéant, doivent être réalisés conformément au PGE.

**9.1.3.** Un ou des professionnels de l'environnement qualifiés (PEQ) doivent rédiger le PGE ou les plans qui le composent en y intégrant les directives énoncées dans les *Environmental Standards and Guidelines - Ontario Waterways (2017)* de l'APC. Le PGE précisera la fréquence à laquelle une surveillance devra être exercée ainsi que les activités de construction à haut risque exigeant la présence d'un professionnel de l'environnement sur les lieux. Les activités de surveillance et d'analyse doivent pouvoir être adaptées en cas de changement des conditions du site. Les responsables de ces activités doivent décrire par écrit tout événement ou incident, pendant toute la durée de cet événement ou incident.





**9.1.4.** L'entrepreneur doit s'assurer que tout le personnel du chantier connaît et respecte les mesures d'atténuation prescrites et énoncées dans la présente EIB et toute mesure décrite dans des modifications ultérieures à la présente EIB.

**9.1.4.1.** Une copie de la présente EIB et de toute modification ultérieure doit être conservée sur le site pendant toute la durée du projet.

**9.1.5.** L'entrepreneur doit respecter l'ensemble des lois, des règlements, des lignes directrices, des normes de sécurité et des codes fédéraux, provinciaux et municipaux régissant les activités de construction. En cas de chevauchements, les dispositions les plus strictes s'appliquent.

**9.1.6.** En cas d'indications selon lesquelles le chantier a des impacts négatifs sur les poissons, l'habitat des poissons, la faune et la flore sauvages, les ressources culturelles ou l'expérience des visiteurs, tous les travaux associés doivent cesser jusqu'à ce que le problème ait été corrigé et que le personnel des SE de l'APC ait été consulté et avisé. L'APC a le droit d'exiger que les travaux soient modifiés ou qu'ils cessent immédiatement. La mort de poissons et toute altération néfaste, perturbation ou destruction de l'habitat du poisson doivent être signalées à l'APC et au ministère des Pêches et des Océans (MPO).

**9.1.7.** Conformément aux dispositions du RCH qui s'appliquent aux terres administrées par le lieu historique national de la Voie-Navigable-Trent-Severn, un permis signé par le directeur des voies navigables en l'Ontario de l'APC (ou son délégué) sera nécessaire pour autoriser les travaux avant le début du projet (l'APC aidera l'entrepreneur à obtenir ce permis).

**9.1.8.** L'EIB et le PGE de l'entrepreneur, une fois approuvé, serviront de fondement à la délivrance d'un permis en vertu du RCH. Le non-respect des mesures d'atténuation requises pourra être considéré comme une violation des conditions du permis.

## **9.2. État de l'équipement et du site**

**9.2.1.** Toutes les machines et tous les équipements doivent être propres, exempts de fuites et maintenus dans un état de fonctionnement optimal afin d'éviter les fuites de carburants et de liquides. L'entrepreneur doit s'assurer que des mesures sont en place pour minimiser les impacts des déversements accidentels.

**9.2.2.** Tous les matériaux et l'équipement nécessaires à la préparation du site et à la réalisation du projet doivent être utilisés et entreposés de manière à empêcher toute substance délétère (hydrocarbures, débris, etc.) de se retrouver dans l'eau. L'entrepreneur doit s'assurer que des mesures sont en place pour minimiser les impacts des déversements accidentels.

**9.2.3.** Tous les matériaux stockés et les débris de béton doivent être entreposés et stabilisés à une distance sécuritaire (au moins 30 m) de tout cours d'eau, couche de drainage ou dépression afin de prévenir l'érosion et la contamination subséquente de la VNTS ou être retirés du site, conformément à tous les règlements fédéraux, municipaux et provinciaux applicables.





- 9.2.4.** L'entrepreneur doit entreposer toutes les huiles, les lubrifiants, les carburants et les produits chimiques dans des contenants étanches et imperméables, dans des endroits sûrs, à une distance minimale de 30 m de la voie navigable et sur des plateaux d'égouttement/de déversement à revêtement imperméable.
- 9.2.5.** Le ravitaillement en carburant et/ou l'entretien des véhicules et de l'équipement doivent être effectués sur un plateau d'égouttement/de déversement à revêtement imperméable pour permettre le confinement complet du déversement, en terrain plat et à une distance minimale de 30 m de l'eau. Si cela n'est pas possible, les sites de ravitaillement en carburant doivent être conformes au PGE et des mesures d'atténuation empêchant les substances de pénétrer dans le cours d'eau doivent être appliquées.
- 9.2.6.** Un dépôt désigné pour le ravitaillement en carburant doit être établi à une distance minimale de 30 m du cours d'eau afin de minimiser le risque d'impacts importants sur le site en cas de déversement accidentel de substances; l'entrepreneur doit disposer de matériel de gestion des déversements adéquat là où a lieu le ravitaillement en carburant.
- 9.2.7.** S'il n'est pas possible d'établir une zone de retrait de 30 m en raison des contraintes du site, des solutions de rechange devront être indiquées dans le PGE et des mesures d'atténuation supplémentaires devront être prises pour empêcher les substances de rejoindre le cours d'eau.
- 9.2.8.** Des plateaux d'égouttement/de déversement doivent être placés sous tous les équipements fonctionnant au carburant. La taille des plateaux d'égouttement doit être légèrement supérieure au périmètre extérieur de l'équipement ou de la machine, en laissant un espace suffisant pour les activités de ravitaillement.
- 9.2.9.** Tous les réservoirs d'air comprimé/de carburant doivent être entreposés en retrait, à l'écart des activités en cours, et être protégés de manière adéquate par une barrière de protection contre les chocs.
- 9.2.10.** Tous les réservoirs de stockage hors sol (RSHS) et autres réservoirs de stockage de combustibles présents sur le site doivent être entreposés conformément aux exigences fédérales et provinciales visant les réservoirs de stockage. Plus précisément, les RSHS doivent être placés dans un système de confinement secondaire d'une capacité adéquate, compte tenu du volume des RSHS. Voir <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/registre-environnemental-loi-canadienne-protection/publications/code-recommandations-systemes-stockage/partie-3.html>.
- 9.2.11.** Lorsque la taille des réservoirs de carburant, autonomes ou non, est telle qu'il serait difficile, voire impossible, d'installer un plateau d'égouttement/de déversement sous ces réservoirs, il faut à tout le moins installer un plateau de déversement à l'extrémité où se trouve la buse ou le tuyau et l'utiliser lors de toutes les activités de ravitaillement.
- 9.2.12.** Il est interdit de déverser des produits chimiques et des produits de nettoyage dans les habitats aquatiques ou à proximité de ceux-ci; tous les produits de cette nature doivent être éliminés dans une installation autorisée.





- 9.2.13.** Des plans de contrôle et d'urgence en cas de déversement doivent être en place avant le début de la construction; une trousse d'urgence en cas de déversement doit être conservée sur place et utilisée immédiatement en cas de besoin. L'entrepreneur doit s'assurer de la disponibilité de ressources supplémentaires adéquates pour le nettoyage des déversements.
- 9.2.14.** L'APC et le Centre d'intervention en cas de déversement de l'Ontario (1-800-268-6060) doivent être informés immédiatement en cas de déversement. Des mesures correctives seront immédiatement prises afin de confiner le déversement et de nettoyer les lieux conformément aux exigences réglementaires fédérales et provinciales **ET à la satisfaction de l'APC**. Des documents décrivant les mesures correctives, les analyses et les résultats devront être remis à l'APC. Les déversements doivent être signalés directement à l'agent de l'environnement de l'APC dont le nom figure dans le dossier (705-750-4900).
- 9.2.15.** Les incidents ou les urgences environnementales liés aux déversements comprennent (sans s'y limiter) :
- 9.2.15.1.** les déversements de produits chimiques ou de produits pétroliers;
  - 9.2.15.2.** les émissions de gaz toxiques ou caustiques;
  - 9.2.15.3.** les explosions d'origine biologique ou chimique;
  - 9.2.15.4.** les déversements de matières dangereuses;
  - 9.2.15.5.** les déversements d'eaux usées;
  - 9.2.15.6.** le rejet d'eau contaminée dans les cours d'eau;
  - 9.2.15.7.** le rejet d'eau trouble dans la voie navigable;
  - 9.2.15.8.** le rejet d'eau ayant un pH <6 ou >9 dans la voie navigable.
- 9.2.16.** Les machines doivent être utilisées uniquement là où leur stabilité est assurée.
- 9.2.17.** Seule l'extrémité fonctionnelle des machines peut être plongée dans l'eau. Lorsqu'une partie d'une machine ou d'un équipement doit être plongée dans l'eau, elle ne doit générer aucune fuite de liquide et son extérieur doit être dégraissé de manière à empêcher toute matière délétère de contaminer l'eau. L'entrepreneur doit effectuer les activités qui se déroulent dans l'eau le plus rapidement possible afin de minimiser le temps pendant lequel l'équipement est en contact l'eau. L'équipement ne doit pas être laissé dans l'eau pendant les pauses.
- 9.2.18.** Utiliser des liquides hydrauliques biodégradables dans les machines qui serviront à effectuer des travaux dans l'eau ou à proximité de l'eau.
- 9.2.19.** La fiche de données de sécurité (FDS) de toute substance non approuvée devant être utilisée sur le site (et en particulier dans l'eau ou à proximité de l'eau) doit être fournie aux SE de l'APC aux fins d'examen et d'approbation. Les FDS des produits connus qui seront utilisés dans l'eau ou à proximité de l'eau pendant toute la durée du projet doivent être intégrées au PGE.
- 9.2.20.** Un système de confinement adéquat doit être installé sous le pont tournant et inspecté quotidiennement de manière à ce que l'entrepreneur puisse confiner et capturer efficacement tout débris qui pourrait se détacher de la superstructure pendant les travaux





d'enlèvement et de remplacement du pont ou de l'une de ses parties constitutantes, y compris le revêtement en asphalte et le tablier en bois lamellé clouté.

**9.2.21.** Tous les débris recueillis au moyen du système de confinement doivent être soigneusement déposés dans un contenant fermé, tous les jours, ou plus fréquemment si nécessaire, afin de s'assurer qu'aucun éclat de peinture ou débris ne s'échappe dans le milieu environnant ou ne reste sur le site. Tous les éclats de peinture et les débris doivent être récupérés, réunis et transportés vers un site d'enfouissement autorisé à les recevoir pour y être éliminés conformément aux lois, règlements et directives fédéraux, provinciaux et municipaux applicables.

### **9.3. Qualité de l'eau**

**9.3.1.** Les activités du projet ne peuvent pas outrepasser les normes énoncées dans les directives du gouvernement de l'Ontario sur la qualité de l'eau potable (au-delà des paramètres existants).

**9.3.2.** L'entrepreneur doit veiller à ce que les bassins de décantation des sédiments soient d'une taille suffisante pour compenser le ruissellement des sédiments et l'érosion (c.-à-d. le ruissellement des eaux pluviales ou le drainage mal orienté).

**9.3.3.** Seuls des matériaux lavés et propres, exempts de particules fines, peuvent être placés dans l'eau ou à proximité de l'eau, dans la mesure où cela a été prévu et autorisé au préalable.

**9.3.4.** Le sel et les autres produits chimiques utilisés sur les routes doivent être entreposés correctement, et uniquement dans les zones désignées, de préférence dans des hangars étanches pour éviter l'infiltration dans la nappe phréatique et le ruissellement de surface des lixiviats.

**9.3.5.** La neige accumulée qui a pu être contaminée par du sel ne doit être éliminée que dans des décharges approuvées ou des zones désignées.

**9.3.6.** La neige contenant du sel ou du sable ne doit jamais être rejetée dans les cours d'eau ou s'écouler dans ces derniers.

### **9.4. Poisson et habitat du poisson**

**9.4.1.** Tous les travaux à effectuer dans l'eau doivent être entrepris après le 15 juillet et terminés avant le 15 mars afin de protéger les populations de poissons pendant les périodes de frai et d'alevinage. Si des travaux sont nécessaires au-delà de cette date, des mesures d'atténuation supplémentaires peuvent être requises en fonction des caractéristiques particulières du site. Les travaux à effectuer après le 15 mars ne peuvent commencer avant d'avoir été soumis à l'approbation de l'APC, qui peut ne pas autoriser ces travaux si les conditions du site ne sont pas favorables.

**9.4.2.** Tous les travaux doivent être réalisés à sec (à moins d'une approbation de l'APC). Cela peut nécessiter l'assèchement de la zone de travail et la déviation et/ou le pompage des eaux autour des batardeaux placés aux limites de la zone de travail. Si l'assèchement est une composante nécessaire de l'étendue des travaux, un plan d'assèchement doit être soumis





dans le cadre du PGE à l'APC, qui devra l'examiner et l'accepter avant tout travail d'assèchement.

**9.4.2.1.** Les travaux en milieu aquatique approuvés doivent être isolés de manière adéquate (p. ex. au moyen de filtres à limon) et/ou faire l'objet de mesures d'atténuation.

**9.4.3.** Tous les débris (y compris les agrégats et les gravats de béton inutilisés) qui se sont accumulés au fond de l'eau pendant la durée des travaux (et qui sont le résultat direct ou indirect de la construction) doivent être enlevés et la zone doit être remise dans son état initial à la fin des travaux.

**9.4.4.** Si l'entrepreneur doit réaliser des travaux d'assèchement ou des travaux en milieu aquatique, il doit retirer les poissons de la zone de travail avant l'assèchement complet et les relâcher vivants en aval, dans le cours d'eau.

**9.4.4.1.** La récupération du poisson doit être effectuée par un PEQ, dans des zones isolées du cours d'eau, avant le début des travaux de construction, en vertu du ou des permis applicables.

**9.4.4.2.** Les SE de l'APC doivent être informés du début des travaux de récupération du poisson 24 heures à l'avance.

**9.4.4.3.** La période pendant laquelle les poissons sont hors de l'eau doit être réduite au minimum.

**9.4.4.4.** Il faut utiliser du matériel approprié pour retirer tout poisson échoué dans la zone asséchée. Lorsque le niveau d'eau baisse dans la zone de travail, il faut surveiller les fosses profondes où les poissons se rassemblent. S'il est possible de le faire en toute sécurité, le personnel de terrain peut utiliser des sennes ou des épuisettes pour retirer les poissons.

**9.4.4.5.** Communiquer avec le personnel des SE de l'APC en cas de difficulté à récupérer les poissons.

**9.4.4.6.** Tous les poissons se trouvant dans les zones de batardeaux asséchées devront être consignés par espèce, comptés, retirés et placés en aval s'ils se trouvent dans la zone de batardeau aval et en amont s'ils se trouvent dans la zone de batardeau amont.

**9.4.4.7.** Le gobie à taches noires (*Neogobius melanostomus*) ou toute autre espèce envahissante trouvée au cours des activités d'assèchement sera euthanasié sans cruauté et non remis dans la voie navigable; cette intervention devra être signalée à l'APC.

**9.4.4.8.** Les filtres à limon doivent être déployés de manière à éviter que des poissons s'y empêtrent. Ils doivent pour ce faire être déplacés depuis le rivage ou les structures vers l'extérieur.

**9.4.4.9.** En cas d'inondation du site, il faudra à nouveau confier le sauvetage des poissons à un professionnel qualifié, au besoin.

**9.4.5.** Les *Recommandations pour la qualité des eaux pour la protection de la vie aquatique* du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) constitueront la référence en ce qui a trait à la qualité de l'eau et du lit des cours d'eau (<https://ccme.ca/fr/tableau-sommaire>).

**9.4.6.** Les activités entraînant de la turbidité ou le rejet de sédiments devront être conformes aux directives du CCME sur la matière particulière totale (<https://www.ccme.ca/fr>).





**9.4.7.** À tous les points de rejet dans le cours d'eau - c.-à-d. à l'interface entre le chantier et le plan d'eau naturel - l'augmentation de la turbidité causée par les sédiments en suspension ne pourra dépasser les niveaux de fond de plus de 8 unités de turbidité néphélométrique (uTN) dans le cas d'une exposition à court terme (période de moins de 24 heures). Dans le cas d'expositions à plus long terme, l'augmentation moyenne maximale ne pourra dépasser les niveaux de fond de plus de 2 uTN. En cas de turbidité élevée, l'APC interrompra les travaux et évaluera l'impact potentiel de la turbidité sur le milieu aquatique. Des mesures d'atténuation supplémentaires peuvent être requises.

**9.4.8.** À tous les points de rejet dans le cours d'eau, l'augmentation des concentrations de sédiments en suspension ne pourra dépasser les niveaux de fond de plus de 25 mg/L dans le cas d'une exposition à court terme (p. ex. une période de moins de 24 heures). Dans le cas d'expositions à plus long terme (p. ex. > 24 h), l'augmentation moyenne des concentrations de sédiments en suspension ne pourra dépasser les niveaux de fond de plus de 5 mg/L. Si la turbidité dépasse les niveaux de fond de plus de 25 mg/L pendant une activité réalisée dans l'eau, l'APC évaluera l'impact potentiel de cette augmentation sur le milieu aquatique. Des mesures d'atténuation supplémentaires peuvent être requises.

**9.4.9.** L'entrepreneur doit se conformer aux mesures d'atténuation et aux pratiques de gestion exemplaires décrites dans les documents d'orientation de Pêches et Océans Canada (MPO), et notamment aux mesures visant à éviter les dommages au poisson et à son habitat (<https://www.dfo-mpo.gc.ca/index-fra.html>).

**9.4.10.** S'il est nécessaire de pomper l'eau dans un milieu poissonneux, il faut installer un grillage à poissons conforme aux *Directives concernant les grillages à poissons installés à l'entrée des prises d'eau douce* du MPO afin d'éviter le placage ou l'entraînement des poissons.

**9.4.11.** Les débits existants des cours d'eau doivent être maintenus en aval (et/ou à l'extérieur) de la zone de travail asséchée, sans interruption, conformément aux directives opérationnelles, pendant toutes les étapes des travaux.

**9.4.12.** Conformément au paragraphe 38(4) de la *Loi sur les pêches*, il faut signaler sans délai au MPO les décès de poissons et les blessures infligées aux poissons dans le cadre des travaux.

## **9.5. Contrôle de l'érosion et des sédiments**

**9.5.1.** Le PGE doit comporter un plan de contrôle de l'érosion et des sédiments préparé par un PEQ. Ce plan devra ensuite être soumis à l'approbation de Parcs Canada. Le plan doit répondre aux exigences suivantes.

**9.5.1.1.** Le plan doit mettre l'accent sur le contrôle de l'érosion en premier lieu et sur le contrôle des sédiments en second lieu.

**9.5.1.2.** Les contrôles de l'érosion et des sédiments seront adaptés au type de sédiments présents sur le site (ainsi, en présence d'argile, des contrôles supplémentaires seront nécessaires).

**9.5.1.3.** Le plan doit préciser la zone où l'érosion et les sédiments seront contrôlés. Le plan doit indiquer, outre la zone du chantier de construction, les zones adjacentes qui pourraient être affectées par les activités de construction.







- 9.5.1.4.** Les zones et les modèles de drainage doivent être déterminés en fonction de la topographie avant la construction et des plans de construction.
  - 9.5.1.5.** Le PGE aura pour principe, afin de réduire la quantité d'eau chargée de sédiments, de séparer l'eau hors site et celle qui s'infiltre dans le chantier de l'eau provenant des activités de construction et des sources de sédiments.
  - 9.5.1.6.** Le plan doit préciser de quelle manière les eaux de ruissellement propres seront déviées autour du site et loin des zones exposées.
  - 9.5.1.7.** Le plan doit préciser de quelle manière les eaux de ruissellement chargées de sédiments seront dirigées vers des installations de retenue ou de rétention sur le site. Les grandes zones de drainage peuvent produire une importante quantité d'eau de ruissellement, ce qui nécessite la mise en place de grandes structures de retenue ou de rétention.
  - 9.5.1.8.** Les canaux doivent être conçus et construits en fonction du volume d'eau rejetée.
  - 9.5.1.9.** Le plan doit préciser les besoins temporaires et permanents en matière de contrôle de l'érosion pour tous les canaux de drainage.
  - 9.5.1.10.** Il faudra tenir compte du calendrier du projet dans le choix, la conception et la mise en place des contrôles environnementaux.
  - 9.5.1.11.** Il faudra tenir compte des exigences saisonnières (dans le cas des projets à long terme) avant de choisir et de concevoir les contrôles et les pratiques de contrôle de l'érosion et des sédiments, y compris pendant les périodes d'arrêt.
  - 9.5.1.12.** Le PGE doit comprendre des plans et des mesures d'atténuation relatifs à l'installation et au retrait des structures temporaires (batardeaux, ponts temporaires, etc.).
  - 9.5.1.13.** Le PGE doit comprendre un plan de régulation de la circulation incluant des mesures visant à réduire l'érosion des plateformes temporaires par la circulation engendrée par la construction, en particulier par temps pluvieux. Le plan doit comprendre des mesures visant à minimiser la quantité de boue transportée sur les routes publiques pavées par les véhicules et/ou par les eaux de ruissellement.
  - 9.5.1.14.** Il faut clairement identifier dans le PGE les arbres et la végétation qui doivent être enlevés, ainsi que les raisons qui justifient leur enlèvement.
  - 9.5.1.15.** Le PGE doit comprendre un plan de plantation en vue de remplacer les arbres et la végétation qui ont été enlevés ou affectés ou les mesures visant à compenser la perte de ces végétaux.
  - 9.5.1.16.** Le PGE doit comprendre un plan de gestion des eaux usées précisant les méthodes et les procédures de gestion, de traitement et de rejet des eaux usées.
- 9.5.2.** Des mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments doivent être mises en œuvre avant les travaux et conservées pendant les travaux afin d'empêcher la migration de sédiments vers l'eau lorsque le sol est exposé en raison de l'accès au site ou d'autres activités. Les principes suivants doivent être pris en compte :
- 9.5.2.1.** Effectuer des dérivations pour limiter les eaux de ruissellement.
  - 9.5.2.2.** Réduire les forces d'érosion en réduisant la vitesse d'écoulement des eaux de surface.
  - 9.5.2.3.** Réduire la quantité de sédiments par la collecte ou l'ancrage des sédiments.
  - 9.5.2.4.** Sédimentation des sédiments mobilisés.
  - 9.5.2.5.** Filtration des eaux transportant des sédiments.
  - 9.5.2.6.** Collecte des sédiments capturés ou contenus.
  - 9.5.2.7.** Traitement du pH (hydronium et hydroxyde).







**9.5.3. La taille des particules présentes dans les sédiments est un facteur qui détermine la ou les options de traitement des sédiments appropriées :**

- 9.5.3.1.** Si les sédiments sont principalement composés de gravier ou de sable, c.-à-d. de particules relativement grosses, un seul traitement au moyen d'une technologie de base, comme le piège à sédiments ou la poche de décantation de sédiments, peut suffire.
- 9.5.3.2.** Si les sédiments sont constitués de limon et/ou d'argile, c.-à-d. de particules relativement petites, l'effluent exigera très probablement l'utilisation d'une technologie plus avancée, comme le filtre-presse, ou un traitement chimique au moyen d'un flocculant anionique et une méthode de filtration.
- 9.5.3.3.** Si les sédiments sont constitués de particules de tailles très différentes, il pourra être nécessaire d'appliquer un premier traitement pour éliminer les particules les plus grosses, puis un traitement secondaire visant à éliminer les particules fines.

**9.5.4.** Tous les travaux en milieu aquatique doivent être effectués de manière à réduire au minimum la perturbation du fond du cours d'eau et la dispersion de sédiments.

**9.5.5.** Des mesures de contrôle des sédiments doivent être mises en œuvre lors de tout travail en milieu aquatique afin de contrôler les niveaux de turbidité. La mise en place de filtres à limon ou l'utilisation d'autres mesures appropriées doit précéder tout travail effectué en milieu aquatique susceptible d'entraîner de la sédimentation. Ils doivent rester en place jusqu'à ce que tous les sédiments en suspension se soient déposés.

**9.5.6.** Surveiller la qualité de l'eau pour détecter les niveaux inacceptables de sédiments en suspension pendant les activités dans et près de l'eau. Tout incident devra faire l'objet d'une surveillance complète.

**9.5.7.** Concevoir et construire des batardeaux pour minimiser les apports de sédiments dans le cours d'eau.

**9.5.8.** Toutes les mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments doivent être inspectées quotidiennement pour s'assurer qu'elles fonctionnent correctement et qu'elles sont entretenues et/ou améliorées, au besoin, pour empêcher l'apport de sédiments dans l'eau.

**9.5.9.** Les mesures de protection de l'environnement doivent être vérifiées après chaque événement météorologique extrême.

**9.5.10.** Si les mesures de contrôle des sédiments et de l'érosion ne fonctionnent pas correctement, aucun autre travail ne doit être effectué avant que le problème relatif aux sédiments et/ou à l'érosion ne soit réglé **à la satisfaction de l'APC.**

**9.5.11.** Toutes les zones du chantier perturbées doivent être stabilisées immédiatement et revégétalisées dès que les conditions le permettent. Toutes les zones à nu doivent être recouvertes de couvertures de contrôle de l'érosion ou faire l'objet d'autres mesures pour maintenir le sol en place et prévenir l'érosion jusqu'à ce qu'elles soient végétalisées.





- 9.5.12.** Les sols doivent être protégés par l'installation d'une membrane géotextile et recouverts d'une épaisseur appropriée de gravier (>100 mm), afin d'éviter le compactage des sols existants; une autre méthode de prévention du compactage des sols (p. ex. l'installation de couvertures pare-éclats) pourra être utilisée après examen et approbation par l'APC.
- 9.5.12.1.** L'installation d'une membrane géotextile et l'épandage de gravier ne doivent pas avoir lieu avant le début du mois de mai (ou avant qu'il y ait eu au moins deux jours de soleil à 15°C), afin de s'assurer que les serpents et les couleuvres sont sortis de leur gîte d'hibernation.
- 9.5.13.** Les mesures de contrôle des sédiments et de l'érosion doivent être laissées en place jusqu'à ce que toutes les zones du chantier aient été stabilisées.
- 9.5.14.** À la fin des travaux, les débris doivent être complètement enlevés et la zone doit être remise dans son état initial ou mieux. Tous les dommages causés aux biens par les activités du projet doivent être réparés.
- 9.5.15.** Le matériel de contrôle des sédiments et les clôtures d'exclusion doivent être retirés de manière à empêcher la fuite ou la remise en suspension des sédiments.
- 9.5.16.** Le matériel de contrôle de l'érosion et des sédiments ne doit pas être enlevé sans l'approbation de l'APC.
- 9.5.17.** Un filtre à limon US DOT II Marine Grade (de qualité marine de type II conforme aux exigences du ministère des Transports des États-Unis) sera installé et maintenu dans l'eau autour de toutes les zones de travail où des sédiments peuvent pénétrer dans le cours d'eau. Un filtre à limon doit être utilisé pendant l'installation et le retrait de tous les batardeaux et/ou pendant le processus d'assèchement. Il sera maintenu dans l'eau, autour de toutes les zones de travail, pendant la durée des travaux de construction, afin de contenir et de contrôler les particules fines en suspension. Si les niveaux d'eau ou les conditions ne permettent pas la flottaison d'un filtre à limon, d'autres mesures approuvées par l'APC seront mises en œuvre.
- 9.5.18.** Les filtres à limon doivent être placés conformément aux spécifications du fabricant. Ils doivent être ancrés ou lestés sur toute leur longueur pour former un joint continu sur le lit de substrat et présenter une flottaison suffisante à la surface de l'eau pour éviter les débordements.
- 9.5.19.** En ce qui concerne l'installation du filtre à limon :
- 9.5.19.1.** Effectuer une première inspection de la zone de travail et repousser les poissons avant de fermer complètement les filtres à limon entourant la zone de travail.
- 9.5.19.2.** Les filtres à limon doivent être déployés de manière à éviter que des poissons y soient piégés, c.-à-d. qu'ils doivent être déployés depuis le rivage ou les structures vers l'extérieur.
- 9.5.19.3.** Les filtres à limon ne doivent pas être déployés entièrement en travers du cours d'eau afin de ne pas empêcher la migration des poissons.
- 9.5.20.** Les filtres à limon ne doivent pas être utilisés pour créer une zone de décantation primaire ou secondaire pour les activités d'assèchement. Des mesures supplémentaires de contrôle





des sédiments et de l'érosion doivent être prises avant le début des activités de construction. Il faut renforcer ces mesures ou en ajouter si nécessaire.

**9.5.21.** Les sédiments ou débris qui se sont accumulés autour des batardeaux temporaires doivent être enlevés avant le retrait de ces derniers. Tous les matériaux utilisés pour construire les batardeaux doivent être retirés du cours d'eau lors du démantèlement.

**9.5.22.** Les matières fines, comme celles qui peuvent se trouver sur les roches non lavées ou les matières susceptibles de se trouver en suspension ou transportées en aval ne doivent pas être utilisées. Les granulats à base de calcaire ne sont pas le meilleur choix pour les travaux en milieu aquatique, car ils génèrent des particules plus petites et sont plus difficiles à gérer.

**9.5.23.** Aucune roche acidogène (contenant des sulfures) ne devra être utilisée.

**9.5.24.** En cas de sédimentation ou de production de débris importantes attribuables aux activités de construction, l'entrepreneur prendra les mesures appropriées pour maîtriser et atténuer le problème, y compris en installant des filtres à limon supplémentaires.

**9.5.25.** L'entrepreneur s'assurera d'avoir une réserve de clôtures à sédiments préfabriquées ou autres dispositifs de contrôle des sédiments équivalents prêts à être installés.

**9.5.26.** L'entrepreneur évitera les activités susceptibles d'entraîner de l'érosion par temps très pluvieux; il devra surveiller les prévisions météo et tenir compte des veilles et des avertissements de fortes pluies.

**9.5.27.** Le matériau filtrant sera choisi en fonction des caractéristiques granulométriques des sédiments de béton et sera conçu de manière à maintenir un débit hydraulique suffisant et à empêcher que des particules le traversent.

**9.5.28.** Il ne faut utiliser que des matériaux de remblai propres, approuvés et ne contenant qu'une quantité négligeable de particules fines, dans la mesure où l'utilisation de ces matériaux a été prévue et autorisée au préalable.

**9.5.29.** L'endos des clôtures à sédiments ne doit pas être fait de mailles ou de treillis et elles doivent être installées conformément à la norme Ontario Provincial Standards Drawing 219.130.

## **9.6. Béton :**

**9.6.1.** Les lixiviats de béton sont alcalins et hautement toxiques pour les poissons et la vie aquatique. Des mesures doivent être prises pour prévenir les effets néfastes du béton et empêcher que des lixiviats de béton ne rejoignent le cours d'eau. Isoler complètement tout le béton coulé sur place et le lait de béton des eaux poissonneuses pendant au moins 48 heures si la température ambiante est supérieure à 0 °C, et au moins 72 heures si la température ambiante est inférieure à 0 °C ou jusqu'à ce que le béton soit suffisamment durci pour que le pH soit neutre. Éviter d'effectuer les activités du projet par temps pluvieux.





- 9.6.2.** Tous les bétons, produits d'étanchéité et autres composés doivent être utilisés conformément à la fiche technique appropriée de chaque produit. Cette fiche technique doit provenir du fabricant du produit, fournir des directives et préciser les méthodes d'utilisation appropriées.
- 9.6.3.** Veiller à ce que tous les travaux exigeant l'utilisation de béton, de ciment, de mortiers et d'autres matériaux de construction contenant du ciment Portland ou de la chaux (béton) n'aient pas pour effet, directement ou indirectement, que des sédiments, des débris, du béton, des particules fines de béton, de l'eau de lavage ou de contact rejoignent un cours d'eau ou se retrouvent à proximité de celui-ci.
- 9.6.4.** Tous les débris de béton et la poussière générés par les divers travaux de bétonnage doivent être enlevés de manière à éviter qu'ils ne rejoignent la voie navigable. Tous les débris, y compris les agrégats ou les gravats de béton non utilisés, doivent être complètement enlevés et la zone doit être remise dans son état d'origine à la fin des travaux.
- 9.6.5.** Tous les débris et les laitances doivent être placés dans un contenant fermé, tous les jours ou plus fréquemment si nécessaire, afin de s'assurer qu'aucun débris ne s'échappe dans le milieu environnant ou ne reste sur le site.
- 9.6.6.** Tous les déchets de béton et les eaux de lavage doivent être placés dans une unité de confinement isolée/imperméable et évacués du site.
- 9.6.7.** Au point de rejet dans le cours d'eau, le pH sera maintenu entre 6,5 et 9,0. L'eau dont le pH est  $> 9$  doit être traitée avant d'être rejetée dans le cours d'eau. L'eau dont le pH est  $\geq 12,5$  est considérée comme toxique et doit être traitée comme un déchet dangereux en vertu du règlement 347 de la *Loi sur la protection de l'environnement* de l'Ontario. Elle doit être retirée du site.
- 9.6.8.** En cas de sédimentation ou de turbidité causée par les travaux de construction, l'entrepreneur doit arrêter tous les travaux et installer des barrages contre les sédiments supplémentaires, au besoin, pour protéger le cours d'eau.
- 9.6.9.** Mesures d'atténuation relatives au béton coulé sous l'eau :
- 9.6.9.1.** Veiller à ce que les coffrages soient étanches et ne permettent aucun écoulement.
- 9.6.9.2.** Isoler la zone avec des barrières de rétention ou un matériau imperméable capable de retenir les particules de béton.
- 9.6.9.3.** Veiller à ce que les procédures d'exclusion des poissons soient respectées et à ce que les poissons ne s'empêchent pas dans le filtre à limon pendant sa mise en place.
- 9.6.9.4.** La zone isolée doit avoir la taille minimale requise pour accomplir la tâche.
- 9.6.9.5.** Pour les coulées de béton sous l'eau, un système de libération de  $\text{CO}_2$  doit être installé et fonctionner sur toute la longueur de la zone isolée. Le réservoir doit être utilisé pour libérer du gaz carbonique dans une zone affectée afin de neutraliser les niveaux de pH. Veiller à ce que la taille des réservoirs soit adaptée aux volumes de béton utilisés.
- 9.6.9.6.** Les travailleurs doivent être formés à l'utilisation de ce système.
- 9.6.9.7.** L'utilisation d'acides neutralisants n'est pas autorisée.





- 9.6.9.8.** Le pH doit être surveillé à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de confinement, et en aval pendant les activités. Les lieux et la fréquence de la surveillance doivent être indiqués dans le PGE.
- 9.6.9.9.** Les filtres à limon doivent être laissés en place jusqu'à ce que le pH soit inférieur ou égal aux conditions de fond.
- 9.6.9.10.** Utiliser un adjuvant anti-lavage pour diminuer le pourcentage de particules fines de béton libérées dans la colonne d'eau. Utiliser des sacs de coulis, si possible, pour contenir davantage le béton.
- 9.6.9.11.** Arrêter la coulée du béton en cas d'observation de poissons morts et communiquer avec l'agent des SE de l'APC.
- 9.6.10.** Dans le cas d'un rejet de béton ou de coulis, l'APC et le centre d'intervention en cas de déversement de l'Ontario (1-800-268-6060) doivent être avisés; on procédera immédiatement au confinement et au nettoyage conformément aux exigences réglementaires fédérales et provinciales **ET à la satisfaction de l'APC**. Des documents décrivant les mesures correctives, les analyses et les résultats devront être remis à Parcs Canada.
- 9.6.11.** Laver les équipements et les machines portant des traces de béton à au moins 30 m du plan d'eau et prévoir des installations de confinement pour les eaux de lavage des camions de livraison de béton, des équipements de pompage du béton et des autres outils et équipements. Les lieux de lavage doivent être indiqués dans le PGE.
- 9.7. Activités d'assèchement et de pompage (si nécessaire) :**
- 9.7.1.** Si l'assèchement est une composante nécessaire des travaux, un plan d'assèchement doit être soumis dans le cadre du PGE à l'APC, qui devra l'examiner et l'accepter avant le début des travaux.
- 9.7.2.** Les pompes submersibles ou les prises d'eau des pompes utilisées pour l'assèchement doivent être placées au point bas du chantier. Si la turbidité est élevée, envisager de préfiltrer l'eau qui sera acheminée à la pompe en la plaçant dans un tambour perforé entouré de pierres de décantation ou utiliser une autre méthode équivalente.
- 9.7.3.** Les systèmes d'assèchement des batardeaux et les zones de traitement des sédiments doivent avoir la capacité nécessaire pour que les sédiments fins de l'eau soient éliminés avant que cette dernière ne soit rejetée; il pourra être nécessaire d'utiliser des floculants pour faciliter la décantation des particules fines si les matières particulaires proviennent de roches calcaires ou d'argile.
- 9.7.4.** L'eau rejetée doit être filtrée au moyen d'un bassin de sédimentation approprié, par floculation anionique ou en utilisant des dispositifs physiques comme le filtre-presse.
- 9.7.5.** Le rejet de l'eau pompée doit se faire de manière à ne pas provoquer d'érosion supplémentaire.
- 9.7.6.** L'assèchement, la démolition et la construction doivent s'échelonner de telle sorte que l'eau propre est retournée dans le système et que l'eau trouble est traitée au moyen d'un système de gestion des eaux usées.





**9.7.7.** Lors des travaux d'assèchement, il faut installer des grillages à poissons conformes aux lignes directrices du MPO sur les grillages à poissons à l'entrée des prises d'eau douce, lorsque le pompage se fait dans des eaux poissonneuses, afin d'éviter l'impaction ou l'entraînement des poissons.

**9.8. Végétation :**

**9.8.1.** Le défrichage du site et le début de la construction doivent être planifiés de manière à se dérouler en dehors des périodes sensibles de nidification (soit entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 août). Si cela n'est pas possible, le site doit être inspecté par un PEQ avant le défrichage. Ce dernier vérifiera s'il s'y trouve des nids d'oiseaux ou d'autres animaux sauvages (notamment des serpents et des tortues).

**9.8.1.1.** Les relevés de nids sont considérés comme valides pendant les trois (3) jours suivant l'inspection. Les résultats du relevé des nids doivent être communiqués à l'APC et l'entrepreneur ne pourra commencer à enlever la végétation avant d'avoir obtenu l'approbation de l'APC.

**9.8.1.2.** Si des nids d'oiseaux sont découverts dans la zone de végétation à défricher et/ou dans la zone de travail générale, contacter les SE de l'APC pour obtenir des directives sur la manière de procéder.

**9.8.2.** L'enlèvement de la végétation doit être échelonné en fonction de l'activité de construction; il ne faut pas enlever les souches inutilement au début des travaux et/ou dans une zone plus grande que nécessaire, afin que les impacts de ces travaux puissent être correctement atténués par des mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments.

**9.8.3.** Identifier les zones de défrichement de la végétation dans le PGE; délimiter tous les sites de construction et les zones de dépôt dans le PGE; identifier et limiter les activités de travail aux zones prévues et aux zones déjà perturbées. Les arbres, les arbustes et la végétation qui doivent subsister tout au long de la construction doivent être correctement identifiés, délimités et protégés.

**9.8.4.** Décompacter le sous-sol qui a été compacté par le matériel de construction et les travaux.

**9.8.5.** Restaurer le site et le mettre dans l'état précis indiqué dans le plan de restauration; replanter les végétaux de manière à assurer leur survie. Planter des herbes, des arbustes et d'autres plantes indigènes qui poussent naturellement sur les sites des travaux. L'asclépiade commune doit faire l'objet de travaux de restauration actifs.

**9.8.6.** Dans la mesure du possible, les souches seront broyées plutôt que complètement enlevées par essouchement, afin de préserver ces caractéristiques. Si le broyage des souches n'est pas possible, il faudra l'indiquer dans le PGE et obtenir l'approbation de l'APC.

**9.8.7.** Si de grosses racines d'arbres sont extraites, il faudra les conserver et les utiliser dans le cadre de la restauration du site qui suivra les travaux de construction.

**9.8.8.** S'il est nécessaire d'enlever des végétaux à maturité, peu importe le moment de l'année, il faudra procéder à un inventaire des espèces à enlever et produire un plan de replantation





d'espèces indigènes. L'inventaire et le plan de replantation devront être soumis au personnel de l'APC aux fins d'approbation.

**9.8.9.** Les arbres (et leur système racinaire), les arbustes et la végétation qui doivent subsister tout au long de la construction doivent être correctement identifiés et protégés au moyen de ruban de signalisation ou de clôtures temporaires.

**9.8.9.1.** Le système de protection des arbres doit être installé à au moins 1,5 m de la périphérie du feuillage.

**9.8.10.** Dans la mesure du possible, il faut tailler les branches des grands arbres plutôt que de les abattre.

**9.8.11.** S'il faut déchiqueter ou broyer des espèces végétales ligneuses, la matière déchiquetée ou broyée sera entreposée sur place pendant toute la durée du projet et sera utilisée dans le cadre des mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments, le cas échéant.

**9.8.12.** Minimiser le défrichage autant que possible afin de conserver la couverture végétale riveraine et les brise-vent. Si possible, conserver une zone végétale tampon sur le rivage et minimiser le défrichage près des plans d'eau. S'il n'est pas possible de conserver des zones tampons, éviter l'arrachage de la masse racinaire des végétaux à proximité des rivages et des berges des cours d'eau.

**9.8.13.** Enlever la végétation des berges instables ou érodables à la main, et éviter dans la mesure du possible d'utiliser de la machinerie lourde dans ces endroits. S'il faut utiliser de la machinerie, le faire sur la terre ferme et de manière à perturber le moins possible les berges du plan d'eau.

**9.8.14.** Ne couper les arbres qu'à l'aide d'outils conçus à cette fin (scie mécanique, scie d'éclaircissage et autres).

**9.8.15.** L'essouchement ne doit pas être effectué sans qu'un plan de plantation approprié et des mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments soient en place.

**9.8.16.** Dans la mesure du possible, la végétation doit être taillée au début du printemps, à la fin de l'automne ou en hiver. Tailler une plante pendant qu'elle est en croissance active (c.-à-d. à la fin du printemps, en été et au début de l'automne) peut stimuler sa croissance, l'affaiblir et la rendre vulnérable aux maladies.

**9.8.17.** Couper les branches près du tronc de l'arbre. Pour une coupe nette, effectuer une entaille de direction peu profonde avant de couper la branche. Ainsi, lorsqu'elle tombera, la branche n'arrachera pas l'écorce de l'arbre. Ne pas utiliser de hache pour émonder les arbres.

**9.8.18.** Lorsque plus de la moitié d'un arbre doit être élagué, il est généralement préférable de l'abattre. En pareil cas, il faut le couper au niveau du sol et ne pas laisser de souche pointue.

**9.8.19.** Si la zone à défricher est d'une grande superficie, il faut essayer de garder intacts les arbres de plus de 15 cm de diamètre à hauteur de poitrine et se limiter à enlever leurs branches inférieures (situées à une hauteur de < 2,5 m).







- 9.8.20.** Délimiter les zones à ne pas défricher avec du ruban de signalisation ou des clôtures temporaires.
- 9.8.21.** Manipuler les mauvaises herbes nuisibles, comme la berce du Caucase (*Heracleum mantegazzianum*), l'herbe à puce (*Toxicodendron radicans*) ou le panais sauvagr (*Pastinaca sativa*), en respectant les procédures de manipulation appropriées.
- 9.8.22.** Dans les zones perturbées qui ne sont pas destinées à être engazonnées, planter des espèces d'arbres et de plantes couvre-sol indigènes et couvrir le sol de paillis pour prévenir l'érosion et faciliter la germination des graines.
- 9.8.23.** S'il ne reste pas assez de temps (au moins quatre semaines) pendant la saison de croissance des végétaux pour que les graines germent, ou si elles risquent de germer et d'être endommagées par le gel, le site doit être stabilisé (p. ex. en installant des tapis antiérosion sur les zones exposées afin de maintenir le sol en place et de prévenir l'érosion), puis végétalisé au printemps suivant. Des gelées peuvent survenir dès le 31 août et jusqu'au 25 juin.
- 9.8.24.** Les systèmes racinaires des arbres identifiés comme devant être conservés doivent être correctement délimités au moyen de clôtures qui seront installées à au moins 1,5 m de la périphérie du feuillage. On évitera ainsi d'endommager les systèmes racinaires avec la machinerie.
- 9.8.25.** Dans le cas où il est impossible ou difficile d'installer une clôture de protection des racines, il faut appliquer d'autres mesures de protection, qui doivent être approuvées par l'APC. Ces mesures doivent permettre de prévenir le compactage du sol en période d'activité maximale dans la zone de protection immédiate.
- 9.8.26.** La réussite de toutes les plantations de végétaux doit être évaluée au moyen d'inspections visuelles du site. Ces inspections doivent être effectuées au moins une fois au printemps et une fois à l'automne pendant les deux premières années suivant la plantation. Si, au cours de la période de surveillance, on constate que des végétaux sont morts ou mal en point, ils doivent être remplacés et surveillés et des mesures d'atténuation doivent être mises en œuvre pour réduire le risque d'échec futur.
- 9.8.27.** Le brûlage des végétaux enlevés lors du défrichage n'est pas autorisé.
- 9.8.28.** Il est interdit de transplanter des arbres ou d'autres végétaux sur le site sans l'approbation de l'APC.
- 9.8.29.** Pour limiter le risque de déranger les serpents et les couleuvres en hibernation, les souches d'arbres ne seront pas enlevées avant le 15 mai, date à laquelle les conditions en surface leur permettront d'émerger sans risque.
- 9.8.30.** Il ne faudra pas enlever les souches, pendant le défrichage, avant le mois d'avril. L'essouchement sera effectué lors de la mobilisation initiale du site, dans des zones





suffisamment petites pour que l'on puisse y mettre en œuvre des mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments efficaces.

- 9.8.31.** Les tas de broussailles et de paillis, qui peuvent attirer les serpents et les couleuvres, ne seront pas entreposés sur le site à moins d'être isolés au moyen de clôtures d'exclusion (p. ex. des clôtures géotextiles antiérosion).

#### **9.9. Faune :**

- 9.9.1.** Si l'on observe un animal dans les limites de la zone de travail, il faut le laisser quitter la zone de lui-même, si possible. Si l'on observe des tortues, il faudra peut-être les relocaliser avant le début des travaux (après avoir obtenu un permis à cette fin du ministère du Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts de l'Ontario [DNMRNF]). Ne pas toucher aux animaux sauvages. Avant toute chose, communiquer avec les SE de l'APC pour obtenir des directives sur la manière de procéder.
- 9.9.2.** Le PGE doit décrire de façon détaillée les procédures (p. ex. l'installation de clôtures d'exclusion) à mettre en œuvre pour empêcher l'entrée et la nidification des tortues dans les graviers ou sols perturbés par le projet, à toutes les étapes des activités.
- 9.9.3.** Par souci de diligence raisonnable, des barrières d'isolement (c.-à-d. des filtres à limon, des clôtures à sédiments, etc.) doivent être installées le plus tôt possible à l'automne, afin d'empêcher les tortues de pénétrer dans la zone des travaux et d'y établir des sites d'hivernage.
- 9.9.4.** Une fois le terrain défriché et avant la mise en place des installations de construction, il faudra installer une clôture temporaire afin d'empêcher la nidification des tortues dans la zone du projet. Cette clôture pourra être faite de géotextile tissé ou à base de polythène ou de tout autre matériau de nature et de fonction similaire. Elle encerclera complètement les tas de gravier et sera fixée au moyen de piquets de bois. Une clôture d'exclusion doit également encercler complètement les matériaux entreposés (copeaux de bois, gravier, terre, etc.) afin d'empêcher la nidification de tortues dans la zone du projet. L'endos des clôtures ne doit pas comporter de grillage ou de filet. Pour obtenir des conseils sur la planification et l'installation de clôtures d'exclusion, consulter le guide sur les clôtures d'exclusion pour les reptiles et les amphibiens élaboré par le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs (MEPP) de l'Ontario : <https://www.ontario.ca/fr/page/clotures-dexclusion-pour-les-reptiles-et-les-amphibiens>.
- 9.9.5.** Le PGE doit présenter les procédures qui seront appliquées pour éviter de perturber ou de nuire à la faune et aux oiseaux nicheurs.
- 9.9.6.** Les couvertures et les tapis de contrôle de l'érosion en plastique synthétique ne doivent pas être utilisés, en particulier pendant la saison de nidification, car les tortues risquent de s'y empêtrer. Seuls les tapis et les couvertures de contrôle de l'érosion biodégradables à base de fibres peuvent être utilisés.
- 9.9.7.** Si le PEQ le recommande et que l'APC l'approuve, des zones d'exclusion ou des zones interdites seront établies pour protéger les endroits connus qui servent d'habitat à la faune (comme les gîtes d'hivernation, les tanières ou les nids).





- 9.9.8.** Si le PEQ le recommande et que l'APC l'approuve, réaliser des activités de « précontrainte » quelques jours avant le début de la préparation du site (défrichement et essouchement) pour inciter la faune à s'en éloigner.
- 9.9.9.** Des données sur les rencontres fortuites avec des animaux sauvages (non classés parmi les espèces en péril) doivent être compilées et rapportées quotidiennement.
- 9.9.10.** En cas de rencontres fortuites, les données suivantes doivent être consignées sur le terrain :
- 9.9.10.1.** Lieux, dates et heures où des animaux sauvages ont été observés.
  - 9.9.10.2.** Espèces observées.
  - 9.9.10.3.** Photographies des animaux, le cas échéant.
  - 9.9.10.4.** État des animaux.
- 9.9.11.** Il faut immédiatement signaler à l'APC la présence d'un animal blessé ou mort. L'APC peut exiger que les carcasses soient récupérées et conservées au froid afin de pouvoir effectuer des analyses en laboratoire.
- 9.9.12.** L'entrepreneur veillera à ce que les membres du personnel du projet respectent les limites de vitesse en vigueur lorsqu'ils utilisent des véhicules ou du matériel de chantier afin de réduire les risques de collision avec la faune, conformément aux directives du superviseur du chantier.
- 9.9.13.** Les zones de travail seront maintenues propres et exemptes d'objets pouvant présenter un danger pour la faune, notamment des fils, des câbles, des tubes, de la tuyauterie, du plastique, de l'antigel ou d'autres matériaux que la faune pourrait ingérer ou dans lesquels elle pourrait s'empêtrer.
- 9.9.14.** Les déchets seront entreposés, manipulés et transportés conformément au plan de gestion des déchets. Les déchets solides seront stockés dans des conteneurs scellés à l'épreuve des ours.
- 9.9.15.** Il est interdit de nourrir les animaux sauvages.
- 9.9.16.** Les substances susceptibles d'attirer la faune (c.-à-d. les déchets) doivent être régulièrement retirées du site afin d'empêcher la présence d'animaux sauvages dans le chantier.
- 9.9.17.** Les oiseaux migrateurs, leurs nids et leurs œufs sont protégés par la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*. Les travaux et les activités liés au projet peuvent perturber les oiseaux. C'est pourquoi il faut s'abstenir de réaliser ces travaux et activités pendant les périodes de reproduction des oiseaux. Aucune végétation ne doit être enlevée entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 août afin de ne pas nuire aux oiseaux nicheurs.
- 9.9.17.1.** S'il faut enlever de la végétation pendant cette période, le PEQ doit effectuer un relevé des nids pour confirmer la présence ou l'absence de nids actifs dans la zone où la végétation doit être enlevée. Si aucun nid n'est trouvé, l'APC autorisera par écrit l'enlèvement de la végétation. Si un nid actif est observé, l'enlèvement de la





végétation devra attendre que les oisillons aient pris leur envol ou qu'il soit confirmé qu'ils n'ont pas réussi à le faire.

**9.9.18.** Chaque jour, il faut inspecter la zone de travail avant le début des travaux et des activités du projet afin de s'assurer qu'il ne s'y trouve pas d'animaux sauvages (noter cette inspection dans la liste de contrôle quotidienne de la surveillance environnementale du site).

**9.10. Espèces en péril :**

**9.10.1.** L'entrepreneur doit veiller à ce qu'une formation sur les espèces en péril soit dispensée à tous les employés avant qu'ils ne commencent à travailler sur le site (les documents pertinents peuvent être intégrés au PGE). Les employés doivent être en mesure d'identifier les espèces en péril et connaître les procédures à appliquer en leur présence.

**9.10.2.** Si la présence d'une espèce en péril est observée ou soupçonnée sur le chantier ou à proximité de celui-ci (serpents, couleuvres, tortues, mais aussi nids, tanières, jeunes et/ou œufs), il ne faut ni blesser ni harceler l'animal ni endommager son nid, sa tanière ou ses œufs. Si l'animal ne quitte pas ou ne peut pas quitter le site, l'entrepreneur doit immédiatement arrêter tous les travaux en cours à proximité de l'animal et communiquer avec le personnel des SE de l'APC pour savoir comment procéder. Il peut être nécessaire de prendre des mesures supplémentaires afin d'éviter toute conséquence néfaste sur l'animal avant que les travaux puissent reprendre. S'éloigner et laisser l'animal quitter le site.

**9.10.3.** Avant la construction et le début des activités de nidification (1<sup>er</sup> mai), le PEQ procédera à une inspection des nids d'hirondelle rustique et de martinet ramoneur dans la zone de construction. S'il observe des structures de nidification vides, ces dernières seront signalées à l'APC, puis retirées afin de décourager la nidification dans le voisinage immédiat des activités de construction. Il faudra intégrer au PGE des mesures d'atténuation dissuasives afin d'empêcher toute nouvelle activité de nidification pendant les activités du projet dans les zones concernées.

**9.10.3.1.** Après le 1<sup>er</sup> mai, il faudra inspecter quotidiennement les structures de nidification viables pour détecter les tentatives de nidification des oiseaux et procéder à l'enlèvement de la structure préliminaire du nid (c.-à-d. le dépôt initial de matériaux de construction du nid par les oiseaux nicheurs).

**9.10.3.2.** Si la structure d'un nid est achevée à 50 % ou plus (construction générale de la base et de la structure en forme de coupe), le nid sera considéré comme actif et il ne faudra ni l'enlever ni le perturber.

**9.10.3.3.** Si des nids actifs sont repérés dans la zone de travail et qu'ils doivent être enlevés, communiquer avec l'APC pour obtenir des directives supplémentaires.

**9.10.4.** Réduire au minimum la zone perturbée; délimiter clairement l'espace de travail.

**9.10.5.** Ne garer les véhicules et la machinerie que sur les routes ou dans les zones perturbées.

**9.10.6.** Les travaux de remise en état et de replantation doivent comprendre la plantation d'asclépiades et de fleurs qui attirent les papillons.

**9.11. Espèces envahissantes :**





- 9.11.1.** Pour réduire le risque d'introduction d'espèces envahissantes, le personnel doit nettoyer à fond tous les équipements, les vêtements et les chaussures avant de se rendre sur le site. Toute machine qui ne semble pas avoir été nettoyée ne sera pas autorisée sur le site. Pour obtenir des renseignements supplémentaires ou des conseils sur la façon de nettoyer correctement l'équipement, consulter le protocole de nettoyage de l'équipement destiné aux membres de l'industrie élaboré par l'Ontario Invasive Plant Council et disponible ici : [http://www.ontarioinvasiveplants.ca/wp-content/uploads/2016/07/Clean-Equipment-Protocol\\_June2016\\_D3\\_WEB-1.pdf](http://www.ontarioinvasiveplants.ca/wp-content/uploads/2016/07/Clean-Equipment-Protocol_June2016_D3_WEB-1.pdf)
- 9.11.2.** Tout équipement ou véhicule devant être utilisé dans l'eau doit être nettoyé à fond, avant et après utilisation, en éliminant toute la boue, la végétation, les moules et autres substances visibles.
- 9.11.2.1.** Les récipients et les équipements doivent être vidés de toute eau stagnante.
- 9.11.2.2.** Les récipients et les équipements doivent idéalement être nettoyés avec un jet d'eau à haute pression (> 250 PSI).
- 9.11.2.3.** Les récipients et les équipements doivent être séchés pendant deux à sept jours sous le soleil avant d'être transportés d'un plan d'eau à un autre.
- 9.11.2.4.** Le nettoyage des bateaux et des équipements doit être effectué loin des plans d'eau, à une distance recommandée d'au moins 30 m du rivage.
- 9.11.3.** Les travailleurs doivent nettoyer leurs vêtements et leurs chaussures et les débarrasser de toute boue, saleté et végétation avant d'entrer sur le site et d'en sortir.
- 9.11.4.** En cas d'observation d'une espèce envahissante (ou soupçonnée d'être envahissante), envoyer un rapport sur le spécimen (comprenant une photo) au personnel de l'APC chargé de l'évaluation environnementale, et signaler sa présence au centre sur les espèces envahissantes, au 1-800-563-7711, ou à EDD MapS Ontario : <https://www.eddmaps.org/ontario/>.
- 9.11.5.** Effectuer une évaluation du site pour détecter les infestations de plantes envahissantes avant d'y réaliser des activités de terrain.
- 9.11.6.** Utiliser des matériaux (sable, gravier, etc.) et des semences exempts de mauvaises herbes lors des travaux de stabilisation et de contrôle de l'érosion et s'assurer que le mélange de semences à utiliser pour la revégétalisation ne contient pas de semences de plantes envahissantes.
- 9.11.7.** Les mélanges de semences doivent être indiqués dans le plan de replantation et acceptés par l'APC avant utilisation.
- 9.11.8.** Les semences achetées dans le commerce doivent porter une étiquette indiquant ce qui suit :
- 9.11.8.1.** Espèces.
- 9.11.8.2.** Pureté : la majorité des semences doivent être pures à au moins 75 % et de préférence à plus de 85 %. Le reste du mélange est constitué de matières inertes ou d'autres semences.





- 9.11.8.3.** Présence de semences de mauvaises herbes : l'étiquette doit indiquer que le mélange ne contient AUCUNE semence de plante envahissante. L'entrepreneur ne peut utiliser que des semences certifiées exemptes de mauvaises herbes.
- 9.11.8.4.** Taux de germination visé : le taux de germination ne devrait généralement pas être inférieur à 50 %, exception faite de certains arbustes et plantes herbacées ayant des taux de germination plus faibles.
- 9.11.9.** Seuls des matériaux exempts de mauvaises herbes ou de contaminants peuvent être apportés dans les zones non infestées. Le déplacement de matériaux d'un endroit infesté à un autre, dans une zone donnée, peut ne pas provoquer de contamination, mais le déplacement de matériaux d'une zone infestée à une zone non infestée peut entraîner l'introduction et la propagation de plantes envahissantes.
- 9.11.10.** En cas d'enlèvement d'espèces envahissantes, tous les spécimens seront éliminés de manière appropriée, hors site, afin d'éviter toute nouvelle propagation.
- 9.11.11.** Les travailleurs doivent se familiariser avec les espèces envahissantes suivantes, qui pourraient se trouver dans les zones de travail :
- 9.11.11.1. Dompte-venin noir :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=3398>
- 9.11.11.2. Érable à Giguère :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=3245>
- 9.11.11.3. Dompte-venin de Russie :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=4260>
- 9.11.11.4. Nerprun cathartique :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=3070>
- 9.11.11.5. Roseau commun d'Europe :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=59038>
- 9.11.11.6. Hydrocharide grenouillette :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=12792>
- 9.11.11.7. Orpin âcre :** <http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=34246>
- 9.11.11.8. Gobie à taches noires :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=12252>
- 9.11.11.9. Écrevisse à taches rouges :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=15170>
- 9.11.11.10. Pin sylvestre :**  
<http://www.eddmaps.org/ontario/Species/subject.cfm?sub=3231>
- 9.11.11.11. Moule zébrée :** <http://www.eddmaps.org/ontario/species/subject.cfm?sub=10567>
- 9.12. Ressources culturelles et archéologie :**
- 9.12.1.** Avant le début de la mobilisation du matériel et de la construction sur le chantier, le personnel de l'APC délimitera clairement toute zone sensible sur le plan archéologique et documentera cette activité au moyen de photos destinées aux archives de l'APC. Ces zones seront considérées comme interdites aux rassemblements et à la circulation des véhicules et des machines.





- 9.12.2.** L'entrepreneur doit veiller à ce que tout le personnel travaillant sur le chantier suive une initiation au patrimoine afin qu'il comprenne clairement la valeur du lieu et qu'il évite d'endommager les ressources culturelles et archéologiques (connues et inconnues) par inadvertance.
- 9.12.3.** Les voies d'accès pour les véhicules et les zones de rassemblement ne pourront être aménagées que sur les routes existantes et dans les aires de stationnement, les zones où le substrat rocheux est déjà exposé et dans les zones fortement perturbées. Si cela n'est pas possible, il faudra utiliser un revêtement de protection. Toutes les mesures de protection mises en place doivent être retirées après la construction et la zone doit être remise dans l'état où elle était avant la construction. L'excavation n'est pas autorisée à l'extérieur des zones dégagées et examinées dans le cadre de l'évaluation archéologique sommaire, pendant l'installation ou le retrait du revêtement protecteur.
- 9.12.4.** Si des ressources archéologiques ou culturelles ou des éléments caractéristiques de ces ressources (p. ex. des éléments structuraux ou des concentrations d'artefacts) sont découverts ou endommagés pendant les activités de construction, les travaux seront interrompus dans la zone immédiate et le gestionnaire de projet (GP) de l'APC en sera informé. Le GP communiquera avec la section de l'archéologie terrestre de l'APC pour obtenir des conseils et une évaluation de l'importance des ressources en cause et, si nécessaire, de la nécessité de prendre des mesures d'atténuation supplémentaires. Veiller à ce que tous les éléments culturels subaquatiques exposés soient maintenus sous l'eau et/ou mouillés en attendant des directives.
- 9.12.5.** Informer le conseiller en gestion des ressources culturelles des Voies navigables de l'Ontario de tout changement apporté aux plans et/ou au calendrier du projet. Tout changement non évalué dans le cadre de la présente EIB devra être soumis à l'approbation de l'APC et pourra nécessiter des mesures d'atténuation supplémentaires.
- 9.12.6.** Une statue de tortue sculptée dans une souche se trouve sur le talus sud, immédiatement à l'ouest de la structure du pont frontalier. Si la statue risque d'être endommagée ou de gêner les travaux de construction, l'entrepreneur devra communiquer avec l'APC, qui coordonnera son retrait et sa remise en place.

**9.13. Qualité de l'air et bruit :**

- 9.13.1.** Tous les véhicules du site doivent avoir été inspectés et déclarés conformes dans le cadre du programme Air pur, conformément au Règl. de l'Ont. 361/98 : VÉHICULES AUTOMOBILES, pris en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 1990, chap. E.19*. Les agents de l'évaluation environnementale peuvent arrêter un véhicule s'ils estiment que ce dernier émet une fumée excessive ou s'ils soupçonnent que le dispositif de contrôle des émissions a été modifié ou retiré.
- 9.13.2.** Utiliser des équipements et des machines lourdes bien entretenus, de préférence équipés de systèmes de contrôle des émissions, de silencieux, de déflecteurs d'échappement, de bâches moteur, etc. entièrement fonctionnels. Choisir le moment et l'emplacement des activités de construction de manière à minimiser l'effet du bruit sur les résidents, les utilisateurs à des fins récréatives et la faune des environs.







**9.13.3.** Ne pas laisser les machines tourner au ralenti afin d'éviter les émissions inutiles.

**9.13.4.** Respecter les règlements locaux et municipaux en matière de bruit.

**9.13.5.** Prévenir les résidents des activités prévues qui risquent de les déranger et effectuer ces activités en dehors des périodes sensibles.

**9.13.6.** Réduire au minimum les niveaux de bruit des activités de construction en utilisant des silencieux appropriés et en exécutant ces activités à des moments et dans des emplacements appropriés afin de minimiser l'effet du bruit sur les résidents, les utilisateurs à des fins récréatives et la faune des environs.

**9.13.7.** Le chantier se trouvant à proximité d'un plan d'eau, l'entrepreneur ne doit pas utiliser de chlorure de calcium comme antipoussière de béton.

#### **9.14. Gestion des déchets**

**9.14.1.** Il est interdit de jeter des déchets ailleurs que dans les conteneurs prévus à cette fin. Les ordures et les déchets de chantier doivent être ramassés tous les jours et entreposés dans des conteneurs/bacs appropriés.

**9.14.2.** Il est interdit de brûler ou d'enterrer les déchets.

**9.14.3.** Les matériaux recyclables et les déchets doivent être retirés du site, conformément à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux applicables, et acheminés vers des installations d'élimination autorisées à les recevoir.

**9.14.4.** Les conteneurs de déchets doivent être scellés ou doublés pour éviter les fuites de déchets liquides.

**9.14.5.** Les déchets doivent être éliminés conformément aux règlements applicables (c.-à-d. le Règl. de l'Ont. 102/94 et le Règl. de l'Ont. 558/00, R.R.O. 1990, Règl. 347).

#### **9.15. Mise en service de la zone de travail et restauration du site :**

**9.15.1.** Les filtres à limon doivent être en place pendant le retrait des batardeaux.

**9.15.2.** La zone située à l'intérieur des batardeaux sera nettoyée et restaurée, ou recouverte de roches propres, afin d'atténuer la turbidité que pourraient causer les travaux de construction lorsque la zone sera à nouveau inondée. Tous les débris (y compris les agrégats ou les gravats de béton non utilisés) doivent être complètement enlevés et la zone doit être remise dans son état initial à la fin des travaux.

**9.15.1.** Les mesures de contrôle des sédiments et de l'érosion ne doivent être retirées qu'avec l'approbation de l'APC.

**9.15.2.** Une fois les travaux terminés, il faudra effectuer un nettoyage final du site. Aucun outil, équipement, structure temporaire ou partie de ceux-ci, utilisés ou conservés aux fins de ce projet, ne doivent rester sur le site ou se trouver dans l'eau après l'achèvement du projet.





**9.15.3.** Si l'assèchement est une composante nécessaire des travaux, s'assurer que tous les débris de construction ont été retirés de la zone de travail avant la remise en eau. Pour ce faire, il faudra peut-être balayer et nettoyer au jet d'eau la zone de travail. Toutes les eaux de lavage doivent être collectées et traitées.

**9.15.4.** S'assurer que tous les débris de construction sont retirés de la zone de travail avant la remise en eau. Pour ce faire, il faudra peut-être balayer et nettoyer au jet d'eau la zone de travail. Toutes les eaux de lavage doivent être collectées et traitées.

**9.15.5.** S'assurer que tous les débris et les déchets de construction sont retirés de la zone de travail avant la démobilitation.

**9.16. Inondations, conditions météorologiques extrêmes ou inclémentes et formation de glace :**

**9.16.1.** Entreprendre la construction dans des conditions météorologiques normales, dans la mesure du possible, et concevoir le chantier de manière à ce qu'il puisse résister à des conditions météorologiques diverses.

**9.16.2.** En cas de forte probabilité de pluie, appliquer les restrictions appropriées aux activités de construction afin de réduire le ruissellement de surface des zones de travail exposées et de minimiser le risque d'inondation.

**9.16.3.** À la fin de chaque journée de travail, la zone de travail doit être stabilisée de manière à pouvoir résister à des débits d'eau élevés et à de fortes pluies.

**9.17. Surveillance et rapports environnementaux :**

**9.17.1.** Les mesures d'atténuation des impacts sur l'environnement doivent être inspectées quotidiennement et une liste de contrôle ou un registre quotidien doit être tenu pendant toute la durée du projet.

**9.17.1.1.** Toute anomalie doit être immédiatement corrigée.

**9.17.2.** Les registres quotidiens de la qualité de l'eau (uTN, pH, etc.) doivent être conservés par l'entrepreneur et fournis à l'APC au moins une fois par semaine.

**9.17.2.1.** Les échantillons nécessaires à l'analyse de la qualité de l'eau doivent être recueillis au moins trois fois par jour dans le cadre d'activités courantes à faible risque (sauf en l'absence de travaux d'assèchement ou de travaux effectués dans l'eau). Lorsque l'entrepreneur effectue des activités à haut risque, il doit procéder à un échantillonnage d'eau plus fréquent et d'une durée plus longue, selon des seuils de surveillance particuliers (selon les directives de l'APC). Les lieux échantillonnés et la fréquence des analyses doivent être précisés dans le PGE et ils peuvent être modifiés (avec l'approbation de l'APC) en fonction des activités sur le site et/ou des effets en aval (c.-à-d. qu'en cas de rejet d'un panache dans le cours d'eau [turbidité, particules fines de béton, etc.], des analyses supplémentaires devront être effectuées en aval afin de surveiller le déplacement et la dissipation du panache dans le cours d'eau).

**9.17.2.2.** Les paramètres de qualité de l'eau qui dépassent les fourchettes acceptées (c.-à-d. qualité de l'eau <6 ou >9, et/ou uTN <8 par rapport au niveau de référence) doivent être signalés immédiatement à l'APC.





**9.17.3.** Les observations d'espèces en péril, d'espèces envahissantes et d'animaux sauvages, ou leur absence, doivent être signalées sur la liste de contrôle de l'inspection quotidienne.

**9.17.3.1.** Les incidents liés aux espèces en péril doivent être signalés immédiatement à l'APC.

**9.17.4.** Des rapports environnementaux sommaires doivent être rédigés tous les mois et décrire de façon détaillée le travail de surveillance effectué, indiquer les résultats de tous les travaux de surveillance et expliquer en détail de quelle manière et à quel moment les problèmes ont été résolus.

**9.17.5.** Après l'achèvement du projet, il faudra surveiller l'érosion et les sédiments une fois par semaine et après tout événement de précipitation ou de fonte des neiges jusqu'à ce que la végétation se soit établie dans toutes les zones perturbées et que les mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments aient été retirées.

**9.17.6.** Tout dommage doit être réparé immédiatement et toute accumulation de sédiments doit être enlevée et éliminée conformément aux lois, règlements et directives fédéraux, provinciaux et municipaux applicables.

**9.17.7.** L'entrepreneur doit fournir une liste de contrôle écrite à utiliser pour inspecter l'état général des véhicules/machines et détecter toute fuite provenant des véhicules/machines, ainsi que le registre des mesures prises pour nettoyer les véhicules/machines/équipements de manière à prévenir la propagation d'espèces envahissantes.

